

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1123^e
SÉANCE**

Mardi 17 octobre 1967,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 44 de l'ordre du jour:

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (suite).

Page

81

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (suite*) [A/6703, chap. X; A/6855, A/C.2/L.956/Rev.1]

1. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) signale que le projet de résolution présenté par sa délégation a été remanié et que la nouvelle version (A/C.2/L.956/Rev.1), patronnée également par le Brésil, la Pologne, la République arabe unie et la Roumanie, tient compte des divers amendements qui ont été proposés. Il convient d'y apporter une modification supplémentaire en supprimant, au paragraphe 2 du dispositif, le mot "déjà", étant donné que les études dont il est question sont en fait encore en cours de réalisation.

2. M. VASCONCELLOS (Brésil) dit que son pays attache une grande importance au problème de l'exode des compétences, étant donné la vaste gamme de conséquences, sociales et autres, qu'entraîne la perte, pour les pays en voie de développement, de ceux de leurs ressortissants qui ont obtenu une formation. A sa vingt-troisième session, l'Assemblée générale sera vraisemblablement saisie d'un grand nombre de documents consacrés à l'exode des compétences. Il serait bon que la préparation de ces documents se fasse d'une manière coordonnée, de manière à faciliter la tâche ultérieure de l'ONU.

3. Le représentant du Brésil souligne qu'il importe de n'adopter aucun principe et de ne prendre aucune mesure risquant, de quelque manière que ce soit, de porter atteinte à certaines libertés fondamentales de l'individu.

4. M. CHTOUROU (Tunisie) dit que son pays est reconnaissant de l'aide qu'il reçoit, notamment en matière de formation de moniteurs et d'instructeurs, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que de celle de divers pays, dans le cadre d'accords bilatéraux.

5. En ce qui concerne le problème de l'exode des compétences, qui constitue pour le Gouvernement tunisien un sujet de préoccupation constant, M. Chtourou estime que toute action entreprise pour le résoudre doit tenir compte de deux impératifs fondamentaux: la nécessité de faire en sorte qu'une fois formé, l'étudiant originaire d'un pays en voie de développement trouve, à son retour au pays, des possibilités d'utiliser ses connaissances, et la nécessité de permettre aux étudiants des pays en voie de développement envoyés à l'étranger de ne pas perdre contact avec les réalités de leur pays. De leur côté, les pays d'accueil peuvent contribuer à la solution du problème en prenant les dispositions voulues pour que ces étudiants regagnent leur pays à la fin de leurs études.

6. La Tunisie votera pour le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1.

7. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation approuve le projet de résolution révisé (A/C.2/L.956/Rev.1). A son avis, il convient de procéder à une seule étude globale, selon un plan préétabli.

8. L'examen du problème de l'exode des compétences fait apparaître une fois de plus l'impérieuse nécessité, pour les pays en voie de développement, d'être dotés d'institutions nationales. Il importe qu'à leur retour les cadres fraîchement formés de ces pays soient en mesure de mettre immédiatement leurs connaissances au service de leurs compatriotes. Cependant, il convient de ne pas négliger l'aspect humain du problème, c'est-à-dire qu'il faut veiller à ce qu'aucune mesure ne soit prise visant, directement ou indirectement, à empêcher les individus de se déplacer librement. Ce besoin de mouvement inhérent à l'homme a largement influencé l'histoire des Etats-Unis. Le désir de circuler sans entraves est profondément ancré dans le cœur de l'homme et, plutôt que de le réprimer, il vaut mieux le canaliser vers la satisfaction des besoins des pays en voie de développement. La solution du problème ne doit donc en aucun cas avoir un caractère arbitraire. Cette solution n'est d'ailleurs pas impossible, comme le prouve, par exemple, le cas d'un pays comme l'Iran, dont les étudiants ont été très longtemps fort nombreux à demeurer à l'étranger à la fin de leurs études et qui, après avoir pris un certain nombre de mesures appropriées, voit maintenant cette tendance se renverser.

9. M. ARCHIBALD (Trinité-et-Tobago) dit que la question de la formation de personnel technique national est une de celles qui préoccupent le plus son pays. Les cadres des pays en voie de développement doivent être formés en fonction des besoins réels de ces pays

*Reprise des débats de la 1121^{ème} séance.

et suivant des plans préétablis. En ce domaine, il y aurait lieu d'utiliser d'une manière constructive les services consultatifs que peuvent fournir des organismes tels que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

10. La délégation de Trinité-et-Tobago estime que des mesures s'imposent pour mettre fin à l'émigration des techniciens des pays en voie de développement vers les pays développés. Elle votera donc pour le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1.

11. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) estime que le projet de résolution ne s'attaque pas au problème essentiel. L'exode du personnel technique des pays en voie de développement s'explique plus par l'absence dans ces pays des structures économiques, politiques et sociales appropriées, que par des considérations financières. Il est normal que le personnel formé à l'étranger rejette des structures auxquelles il n'est plus habitué ou qui ne répondent pas à ses aspirations.

12. Il faudrait que les pays en voie de développement établissent entre eux une collaboration horizontale, de manière que les élites, dans leur quête de savoir, ne soient plus obligées de se rendre dans les pays développés. L'échange des connaissances se ferait au niveau des pays en voie de développement eux-mêmes, et l'exode se ferait en circuit fermé, toujours au profit d'un pays en voie de développement. Malheureusement, ce type de collaboration est bien lent à s'amorcer.

13. Les puissances colonialistes ont, à dessein, laissé en héritage à leurs anciens pupilles des institutions économiques délabrées. Il est grand temps que, faisant table rase du passé, ces pays fondent de nouvelles institutions répondant à leurs besoins particuliers, susceptibles de créer pour leurs cadres formés à l'étranger le milieu nécessaire à l'exercice de leurs compétences, en toute indépendance.

14. M. VISESSURAKARN (Thaïlande) estime que le sous-développement est imputable autant à la carence de cadres qu'à la pénurie de capitaux. Cette carence est due à l'insuffisance des établissements de formation, à l'exode des compétences et surtout à la tendance à insister sur une spécialisation trop poussée. Les pays en voie de développement ont plus besoin de cadres capables de gérer et d'administrer les affaires nationales que d'ingénieurs spécialisés dont les compétences sont inutilisables faute d'institutions appropriées.

15. La Thaïlande votera pour le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1, car elle estime que l'étude qui y est prévue sera très utile à l'élaboration de recommandations visant à freiner l'exode de personnel technique national des pays en voie de développement.

16. M. MURGESCU (Roumanie), se référant au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, fait observer que les auteurs n'ont pu, en raison de leur nombre, citer toutes les organisations dont la collaboration serait requise. Toutefois, il convient de souligner le rôle particulier qui sera réservé à l'ONUDI et à l'Organisation internationale du Travail (OIT). Au cours d'une séance précédente (1116ème

séance), le représentant de l'OIT a évoqué le problème de la coopération entre ces deux organismes et laissé entendre que sa solution était en bonne voie. Il faut espérer que cette coopération se poursuivra sur la base d'une division rationnelle du travail, nécessaire à la mise en œuvre efficace du projet de résolution à l'examen.

17. M. BOZA (Pérou) s'associe aux délégations favorables au projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1. Il est convaincu que le rapport préconisé facilitera l'élaboration de recommandations visant à contenir l'exode du personnel technique des pays en voie de développement.

18. M. RAHNEMA (Iran) rappelle que sa délégation a fait connaître sa position concernant le point 44 de l'ordre du jour lors de la discussion générale (1115ème séance). L'Iran est disposé à se joindre aux auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.956/Rev.1).

19. Un des avantages du projet de résolution est qu'il ne porte aucun jugement prématuré sur le problème en cause, problème qu'il est nécessaire d'évaluer avant d'arrêter les mesures propres à le résoudre. Il convient que la question de l'exode des compétences soit d'abord étudiée au niveau des gouvernements qui doivent prendre les mesures propres à arrêter cet exode. L'Iran a quelque expérience en la matière et, malgré des difficultés de tous ordres, il a enregistré des succès encourageants, l'exode se faisant maintenant en sens inverse.

20. Sur le plan international, la question revêt une complexité plus grande, car elle touche au droit des personnes de se déplacer librement. Il ne peut être question d'arrêter arbitrairement le mouvement des compétences; comme l'a dit le représentant des Etats-Unis, il faut le canaliser. Toutefois, il est inacceptable que ce mouvement se fasse au détriment des pays ou des régions défavorisés. Si les pays développés tiennent dûment compte des besoins des pays en voie de développement, ceux-ci ne se verront pas obligés de prendre des mesures allant à l'encontre des droits de l'homme.

21. M. ATTIGA (Libye) approuve le projet de résolution (A/C.2/L.956/Rev.1). L'étude préconisée est essentielle à la solution du problème à l'examen. Il est, en fait, plus difficile d'obtenir des cadres compétents que des capitaux étrangers. Or, il est indéniable que ces cadres constituent, pour les pays en voie de développement, un des moyens les plus efficaces de s'assurer l'aide financière des pays nantis.

22. En ce qui concerne le rapport envisagé, il est nécessaire que son caractère et sa portée soient soigneusement définis. Le rapport ne doit pas se borner à indiquer les raisons de l'exode du personnel technique national, il doit aussi en évaluer l'incidence, du point de vue des investissements consentis par les pays en voie de développement pour former les cadres, et du temps qu'ils y ont consacré. Par ailleurs, il serait bon qu'on s'attache à définir le rôle du personnel spécialisé formé à l'étranger. Si, à leur retour dans leur pays d'origine, les cadres ne trouvent pas le milieu approprié à leurs compétences, devront-ils le créer eux-mêmes ou pourront-ils s'expatrier?

Enfin, il conviendrait que le rapport contienne également les résultats d'une enquête par sondage auprès des personnes intéressées elles-mêmes. On pourrait ainsi chercher à déterminer les raisons qui les incitent à retourner dans le pays d'accueil, de même que les conditions susceptibles de favoriser leur retour dans le pays d'origine. Certes, cette enquête serait forcément limitée pour des raisons financières, mais elle permettrait sans doute de dégager des constantes valables pour tous les pays exempts de tout caractère hypothétique.

23. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 paraît en principe acceptable à sa délégation. Elle n'en estime pas moins, avec le représentant de la République-Unie de Tanzanie, qu'il ne touche pas au fond de la question, à savoir au rôle que les Nations Unies pourraient jouer dans la formation de personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement. M. Diallo souhaiterait que le projet mentionne les moyens que les Nations Unies pourraient mettre en œuvre pour aider les pays en voie de développement à créer ou à élargir les institutions nécessaires pour répondre à leurs besoins spécifiques en la matière, à l'échelon national et régional. La formation sur place de personnel technique revêt à cet égard une importance essentielle. Les suggestions de sa délégation feront en temps voulu l'objet d'un nouveau texte.

24. M. BEAULIEU (Haïti) appuie le projet de résolution (A/C.2/L.956/Rev.1). Il rappelle que des centaines de Haïtiens sont à l'heure actuelle recrutés par des organisations internationales. C'est l'un des aspects de l'exode des compétences qui intéresse plus particulièrement son pays.

25. M. NYEMBWE (République démocratique du Congo) estime que le projet de résolution (A/C.2/L.956/Rev.1), dont la portée paraît limitée, gagnerait à préciser les responsabilités propres de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte contre l'exode des compétences et à définir, compte tenu des observations des représentants des Etats-Unis et de la République-Unie de Tanzanie, les grandes lignes de la politique que les pays en voie de développement devraient suivre dans ce domaine.

26. M. JACKMAN (Barbade) dit que l'exode de personnel technique est une des caractéristiques fondamentales du sous-développement. Il serait bon de le souligner dans le projet de résolution. Toute-

fois, dans le cas de la Barbade, cet exode a une contrepartie positive, à savoir de substantiels apports d'argent et d'autres facteurs invisibles que lui vaut le séjour à l'étranger d'un grand nombre de ses nationaux.

27. M. METUALLY (Syrie) pense que seule la lutte contre le sous-développement permettra aux pays du tiers monde de conserver leurs ressources humaines. Le projet de résolution (A/C.2/L.956/Rev.1) ne peut que contribuer à cette tâche.

28. M. VAZ (Uruguay) voit dans l'exode des cadres techniques un des obstacles à l'essor des pays du tiers monde. Il s'agit d'un problème ancien, qui se pose quelquefois à l'intérieur d'un pays. Les observations du représentant de la République-Unie de Tanzanie permettent de dégager les éléments d'une solution d'ensemble qui ne peut être appliquée efficacement que sur la base d'une coopération entre les pays intéressés. L'Uruguay affecte 28 p. 100 de ses ressources budgétaires à l'éducation, et l'exode de son personnel technique vers les pays développés est une question qui le préoccupe directement. Toutefois, il importe de résoudre ce grave problème humain sans porter atteinte aux droits des intéressés de quitter librement leur pays d'origine.

29. M. ALI (Malaisie) estime que la solution du problème appartient au premier chef aux pays en voie de développement, qui doivent créer des stimulants de nature à retenir leur personnel qualifié. Une évaluation correcte de la situation et des besoins est, dans ce domaine, la condition indispensable du succès.

30. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) propose d'insérer après le paragraphe 1 du dispositif du projet un nouveau paragraphe ainsi conçu:

"Recommande aux gouvernements des Etats Membres de créer les conditions économiques et sociales voulues pour que les institutions appropriées puissent se développer, de façon à encourager le personnel technique qualifié et les cadres des pays en voie de développement à rester dans ces pays et à mettre leurs compétences au service de leurs compatriotes."

31. Il suggère en outre de modifier l'actuel paragraphe 2 du dispositif de manière à tenir compte des observations du représentant de la Barbade touchant les aspects positifs de l'exode de personnel technique.

La séance est levée à 12 h 55.

